



Rennes, le 19 décembre 2014

### Intervention Cgt à BREST - Océanopolis le 18 décembre 2014

Le Comité régional Bretagne, composé des Unions départementales et des secteurs professionnels régionaux a décidé lors de sa réunion du 5 décembre dernier de donner une dimension revendicative au premier anniversaire du Pacte d'avenir pour la Bretagne.

Cette démarche vise à matérialiser notre intérêt à être des acteurs dans la mise en œuvre des politiques publiques sur notre région.

Depuis un an, les conditions de vie et de travail des salariés de la région ne se sont pas améliorées. Bien au contraire, l'emploi n'a cessé de se détériorer en aggravant le déclin industriel dans le même temps que des mesures devaient être prises pour influencer l'utilisation de l'argent public.

Nous l'avions dit il y a un an, le Pacte d'avenir pour la Bretagne pouvait représenter une opportunité pour relancer l'économie, la croissance, l'activité économique et l'emploi.

Il n'a pas encore fait la preuve de son efficacité, et pourtant, les moyens publics alloués pour notre région ont augmenté significativement.

Alors, à qui profite cette manne financière, soi disant pour développer l'industrie et l'emploi.

Surement pas aux salariés et aux populations de notre région.

Le Pacte de responsabilité a pris le dessus sur les ambitions d'un développement humain durable en reversant aux entreprises des milliards d'euros sans aucune contrepartie.

Le gouvernement a pris le parti d'inciter les entreprises à bafouer les droits des salariés en privilégiant la compétitivité au détriment des garanties collectives.

En France comme sur la région, le Medef a déclaré la guerre aux droits collectifs, aux règles qui permettent aux salariés d'avoir un socle commun pour travailler et vivre.

En permettant, par la simplification, de satisfaire aux exigences patronales sa soit de baisse du coût du travail, le gouvernement siffle le début d'attaques sans précédent contre le travail et les travailleurs.

Les soi disant contraintes réglementaires, environnementales, fiscales et sociales sont les bases d'une société collective qui fondent le vivre et travailler ensemble.

La finance a mis à genou le politique, c'est une faute énorme de penser que les sacrifices d'aujourd'hui feront les emplois de demain.

Le Pacte d'avenir, qui n'est ni plus ni moins que la convergence de l'ensemble des politiques publiques, de notre argent, doit être orienté vers le développement de l'industrie, des services publics, pour aménager chaque parcelle de notre région en gommant les oppositions et les concurrences.

Quelques soient la nature des fonds publics, ils doivent contribuer à dynamiser l'économie et non alimenter les marchés et les appétits financiers.

Nous souffrons d'un manque d'investissement, d'un manque de perspectives, d'un manque d'anticipation pour permettre une économie humaine et durable.

Pourtant les besoins sociaux sont de plus en plus importants du fait d'un désengagement perpétuel de la collectivité et des entreprises.

La pauvreté, l'exclusion, le chômage et la précarité sont les seuls indicateurs en progression avec les dividendes des actionnaires.

Ce paradoxe met en évidence que lorsque les uns s'enrichissent, les autres régressent.

Le Premier Ministre s'est déplacé à Brest pour saluer ce premier anniversaire d'une période qui devait être différente. Il n'en n'est rien.

Encore au stade des intentions, en ce qui concerne le monde du travail, le pacte d'avenir pour la Bretagne est freiné par les politiques d'austérité.

Pour autant, nous allons devoir continuer à être exigeant pour faire de notre région un lieu porteur d'espoir pour les générations actuelles et futures.

Un endroit qui permet à chacun d'entre nous de travailler dans l'agroalimentaire, dans la navale, dans le commerce, le tourisme.

Un endroit où toutes les activités économiques se complètent et ne s'opposent pas.

C'est le sens de notre présence ce matin où nous aurions souhaité pouvoir exprimer notre analyse, nos attentes et nos exigences au Premier Ministre, pas seulement pour dénoncer sa mauvaise politique, mais aussi pour lui dire que nous avons de l'ambition pour les salariés de notre région et qu'il devra compter sur nous pour construire la Bretagne, la France et l'Europe de demain.

Nous avons demandé de pouvoir intervenir en séance puisque nous avons été invités à être présents dans cette réunion protocolaire. Cette invitation à la Cgt doit être prise comme un gage de notre engagement à défendre les intérêts des salariés. Mais cette reconnaissance doit être totale, c'est-à-dire qu'elle doit permettre l'expression de tous et non pas museler le peuple à sa simple présence.

C'est pour cela que nous ne sommes pas dedans mais dehors, car nous n'avons pas obtenu la possibilité de nous exprimer officiellement, et nous ne serons pas complice de ce simulacre de démocratie.

Je vais vous lire la lettre que nous allons transmettre au Premier Ministre et que nous aurions lu en séance si l'expression avait été possible. Ce refus de nous entendre contribue à la négation des réalités par le gouvernement qui n'a d'oreille que pour les représentants du patronat.

La Cgt continuera à mobiliser pour donner corps à ce Pacte d'avenir pour qu'il devienne aussi un Pacte social, un Pacte de développement, un Pacte solidaire.

L'ensemble des organisations syndicales n'a pas souhaité s'associer à ce rassemblement, nous ne pouvons que le déplorer d'autant que l'an dernier nous avons su dépasser nos divergences pour ouvrir une brèche sociale dans le Pacte d'avenir qui n'en avait pas prévu, en dehors de celle envers les salariés licenciés.

L'implication des organisations syndicales, dont la Cgt durant cette première année a permis d'orienter les travaux vers le maintien et le développement de l'emploi.

Cela suppose de poursuivre les efforts engagés mais de porter autrement plus fortement les revendications pour qu'elles soient pleinement prises en compte.

Nous sommes à un moment important de mutations industrielles et institutionnelles. Cette période nécessite un rapport de force en faveur des salariés, des retraités et des demandeurs d'emploi.

Nous devons répondre aux attaques à tous les niveaux, mais aussi être en capacité de porter des projets pour donner du sens à notre démarche syndicale et espoir aux salariés pour leur emploi.

Pour cela nous devons prendre du temps pour solidariser les salariés et les organiser pour développer un syndicalisme Cgt porteur d'espoir et de conquêtes sociales.

J'en profite ici pour saluer les salariés mobilisés avec leur syndicat Cgt et parfois d'autres organisations pour défendre leur emploi, les personnels de santé, les salariés de Tilly Sabco, ceux de STX Lorient aujourd'hui en action à Saint Nazaire, ceux de la Poste, de Géant, de Carrefour, ou encore les personnels de DCNS, des écoles...

Ces luttes sont les éléments d'un mouvement qui ne demande qu'à s'amplifier. Ce mouvement doit trouver sa source dans les aspirations des salariés à vivre autrement, à avoir un travail et pouvoir en vivre, à se construire une sécurité sociale professionnelle qui permettra à toutes et tous de vivre sans avoir la perpétuelle crainte de perdre son emploi à cause des aléas des marchés financiers.

La Cgt Bretagne va poursuivre son action pour peser avec les syndicats les territoires et les professions sur le devenir économique de la région. Nous ne pouvons pas et ne devons pas laisser à d'autres le choix de décider pour nous, car nous sommes les experts du travail, les experts de ce qui est bon pour le monde du travail.

En opposant la réponse aux besoins face à la financiarisation, la Cgt propose de construire une société solidaire pour chacune et chacun d'entre nous quelque soit son statut, son type d'entreprise, son emplacement géographique.

C'est aussi le sens du projet de la Confédération Européenne des Syndicats qui propose que 2% du PIB européen soit réinjecter dans l'économie dans tous les pays d'Europe, cela représente un investissement de 250 milliards d'euros par an pendant 10 ans au service du développement et de l'emploi durable.

Je vous propose de lire la lettre que nous envoyons au Premier Ministre vu que ce dernier ne veut pas nous entendre physiquement.

Le Secrétaire du Comité Régional

C.G.T. Bretagne



Thierry GOURLAY